

# Lier lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire



LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, la sécurité alimentaire, et le développement durable constituent désormais trois approches transversales des enjeux de développement. Chacune fait une large place à l'amélioration des conditions de vie des populations et fait l'objet d'une stratégie spécifique. Ces approches sont pourtant étroitement liées et imposent une bonne synergie pour déboucher sur une amélioration durable des principales composantes du développement humain.

La croissance économique se trouve au cœur de la lutte contre la pauvreté. Le secteur primaire et, particulièrement l'agriculture (fiche B1), susceptible d'offrir une plus grande disponibilité de nourriture et d'augmenter les revenus en milieu rural, constitue un des enjeux majeurs de l'amélioration de la situation économique et alimentaire du Sahel.

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Il faut pour cela, que les effets des politiques de lutte contre la pauvreté se ressentent aussi sur le pouvoir d'achat des urbains pour stimuler la demande solvable en produits agricoles. Le développement des secteurs primaire hors agriculture (mines), secondaire (pour substituer les importations de biens de consommation) et tertiaire est fondamental pour mettre en place cette force d'entraînement.

Une croissance économique nettement supérieure à la croissance démographique ne pourra être durablement obtenue sans améliorer la compétitivité dans ces différents secteurs, sans diversifier la base de production et d'exportation. Or ceci ne va pas sans un environnement économique stable et favorable (stabilité politique et monétaire, lutte contre la corruption, intégration régionale, équilibres budgétaires, modération fiscale...). Une allocation plus équitable des ressources de l'État permettant de réduire les inégalités géographiques et sociales fait aussi partie intégrante d'une stratégie de croissance durable.

## GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les économies sahéliennes sont parmi les plus sensibles à la dégradation de l'environnement naturel. Aussi, pour voir perdurer la base productive et faire reculer la désertification, il est indispensable de rationaliser la gestion des ressources naturel-

les. Des actions fortes doivent être entreprises pour préserver les sols, améliorer la maîtrise de l'eau, conserver une biodiversité et le couvert forestier, modifier l'approvisionnement énergétique... Malgré des démarrages laborieux, les stratégies de développement durable mises en place au Sahel (PAN/LCD et PASR/AO notamment) doivent rapidement montrer leur efficacité pour mettre en place des conditions environnementales permettant d'accroître la production alimentaire et de répondre ainsi au défi démographique.

## CONDITIONS DE VIE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En agissant uniquement sur les leviers favorisant la libéralisation économique et commerciale, les ajustements macroéconomiques et financiers prônés par les institutions de Bretton Woods n'ont pas permis d'enregistrer de progrès significatifs au niveau de l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres. À la faveur des négociations sur la réduction et la restructuration de la dette, les dimensions sociales de l'ajustement ont dès lors pris une importance croissante. Dernière en date, l'initiative PPTE<sup>1</sup> lie directement les annulations de dette aux efforts entrepris par les pays pour réduire la pauvreté. Cette approche de la lutte contre la pauvreté met en avant l'accès aux services essentiels comme facteur d'insertion dans la vie économique et sociale. Avec 69 % des adultes analphabètes dont 78 % des femmes, l'éducation constitue un investissement prioritaire pour assurer les fondations du développement économique et de l'épanouissement humain. Avec 58 % des Sahéliens qui n'ont pas accès aux services de santé, un enfant sur cinq qui décède avant l'âge de 5 ans, et 40 % de la population qui n'ont pas accès aux médicaments et vaccins essentiels, la situation sanitaire impose de renverser une tendance qui freine les capacités actuelle et future de développement. L'impossibilité pour 40 % des habi-

<sup>1</sup> Annulation partielle de la dette des pays pauvres très endettés



tants d'accéder à l'eau potable et pour une proportion encore plus importante d'accéder à l'assainissement hypothèquent lourdement la réussite des investissements en matière de services de santé et d'éducation.

L'exclusion individuelle ou collective (handicapés, enfants des rues...) conditionne la capacité d'accéder à la nourriture et détermine le degré de vulnérabilité face à la variabilité de l'environnement. Si de nombreuses formes de solidarité subsistent pour maintenir une cohésion sociale, elles tendent à s'émousser, au détriment des plus faibles, du fait d'une démographie élevée et d'une forte urbanisation. Cette évolution des formes d'entraide doit être intégrée par les structures compétentes, afin de concevoir des mécanismes de protection et d'insertion idoines. Ceux-ci seront encore plus nécessaires si la croissance économique n'est pas au rendez-vous.

### VERS UNE MEILLEURE SYNERGIE ENTRE L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS ET LES FILETS DE SÉCURITÉ

Nombre d'enjeux de sécurité alimentaire et de pauvreté liés à la santé, l'éducation, l'assainissement, l'approvisionnement en eau potable et la nutrition convergent. Ces préoccupations sont désormais prises en charge dans les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités (CSLP) des pays du CIUSS<sup>2</sup>. Une

coordination étroite sur les objectifs à atteindre et sur les mesures recommandées doit par conséquent s'effectuer, dès la définition des stratégies de sécurité alimentaire. Elle doit permettre de confirmer que les multiples politiques

sectorielles et programmes sous-sectoriels auxquels les CSLP font référence, permettront d'atteindre effectivement les résultats escomptés sur la situation alimentaire.

Il faut ainsi veiller que des dossiers aussi prioritaires que l'éducation nutritionnelle, la maîtrise de la fécondité, la prévention du VIH/SIDA, la lutte contre le paludisme, l'accroissement de la couverture vaccinale, l'insertion professionnelle par la formation et, de façon plus générale, l'amélioration de l'accès à des services de base de proximité soient bien pris en charge par les politiques de santé, de nutrition, d'éducation et d'hydraulique villageoise. Il conviendra aussi de s'assurer que les efforts bénéficient prioritairement au monde rural compte tenu des inégalités croissantes entre les villes et les campagnes. Dans le même esprit, il convient de centrer ces appuis sur l'acteur privilégié qu'est la femme au regard de l'iniquité actuelle entre les deux sexes. Il s'agit aussi d'une question d'efficacité dans la mesure où les investissements dirigés vers les femmes ont en général un impact beaucoup plus important.

Historiquement, la prévention et la gestion des crises alimentaires sont du ressort direct des dispositifs qui s'occupent de la sécurité alimentaire. En dépit d'actions vigoureuses pour réduire la vulnérabilité de l'agriculture sahélienne (fiche B1), l'insécurité alimentaire conjoncturelle n'en disparaîtra pas pour autant. Le passage d'une stratégie de minimisation du risque par les paysans sahéliens, à une stratégie de production destinée au marché ne pourra se faire sans améliorer la politique de filets de sécurité. Les producteurs n'accepteront de prendre des risques liés aux investissements à long terme que s'ils bénéficient de systèmes d'assurance couvrant les pertes occasionnées par les aléas agro-climatiques.

Les investissements réalisés sur le champ social sont aussi for-

tement influencés par les crises conjoncturelles. Mal anticipées ou mal gérées, les crises brutales qui peuvent affecter les zones rurales se traduisent par une paupérisation accrue et un exode qui touche prioritairement les jeunes et les actifs. Ceci a des conséquences importantes sur les résultats obtenus par les politiques de lutte contre la pauvreté. Aussi, une concertation entre la gestion des crises et les politiques de protection sociale et de lutte contre l'exclusion développées dans les CSLP devra être instaurée. La politique de gestion des crises alimentaires devra évoluer pour mieux suivre et mieux diagnostiquer les origines de l'insécurité alimentaire et proposer des réponses plus diversifiées et adaptées à chaque situation. Elle devra aussi mieux articuler les actions d'urgence et de développement pour ne pas remettre en cause la construction de la sécurité alimentaire de long terme. L'implication des acteurs locaux dans la stratégie de prévention, dans la sélection d'interventions d'urgence compatibles avec les stratégies et les programmes locaux de développement constitue désormais un enjeu essentiel. En confiant un rôle accru d'orientation et de décision aux acteurs locaux, une telle décentralisation doit permettre de mobiliser prioritairement les ressources locales et d'éviter des interventions déstructurantes, mal intégrées ou trop assistancielles.

Le suivi de la vulnérabilité et l'évaluation des impacts des politiques de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté constituent également des domaines de synergie. Produire une information de qualité à un coût que les seules ressources propres des États ne peuvent assumer. Or, tant les acteurs nationaux que les bailleurs de fonds sont soucieux de disposer de systèmes appropriés et viables. En coordonnant davantage les dispositifs régionaux avec les systèmes nationaux et les dispositifs nationaux entre eux, les pays favoriseraient un engagement durable des partenaires extérieurs.

Les questions alimentaires se trouvant au cœur des stratégies de réduction de pauvreté, elles doivent bénéficier de la mobilisation des ressources PPT. Si l'éducation et la santé en sont déjà destinataires, ces ressources devraient également servir à des domaines aussi essentiels que l'instauration de filets de sécurité et le développement des systèmes d'information qui les accompagnent.

#### ENCADRÉ N°1 : LES EFFETS DU VIH/SIDA SUR LA PRODUCTION AGRICOLE

Le SIDA, par la maladie et la mort, affecte la production alimentaire de plusieurs manières :

- les champs éloignés tendent à être abandonnés et la production totale de l'unité agricole diminue. Les rendements s'amenuisent du fait du retard ou de la mauvaise synchronisation des opérations agricoles essentielles, du manque de ressources pour acheter des intrants agricoles, de l'abandon des mesures de conservation des sols et de la nécessité d'accorder la priorité à la survie immédiate;
- des crédits destinés à la production agricole peuvent être détournés au profit du traitement médical d'un parent malade, de dépenses funéraires ou d'alimentation;
- les cultures à forte intensité de main-d'œuvre sont délaissées au profit de cultures moins exigeantes. La production alimentaire est moins diversifiée, ce qui se ressent sur la qualité nutritionnelle de l'alimentation;
- les ressources générées par l'élevage s'amenuisent. Le bétail est souvent vendu pour payer les frais médicaux et les rites funéraires comprennent parfois des sacrifices d'animaux;
- le fonctionnement des services de transport et de vulgarisation est interrompu lorsque le personnel d'encadrement tombe malade.

Source : FAO-Comité de sécurité alimentaire mondiale, Effets du VIH/SIDA sur la sécurité alimentaire, 2001

<sup>2</sup> Les enjeux de la lutte contre de la pauvreté au Sahel sont abordés en détail dans le dossier « Sahel 21 : le refus de la misère, le choix du développement durable » édité par le CIUSS (avril 2002)